



## CONTRE les Réformes Blanquer et les suppressions de poste dans l'Éducation nationale : en grève le 12 novembre !

Alors que le débat budgétaire s'ouvre au parlement, dans un contexte de réformes obéissant à la seule logique comptable, notamment celle du lycée, l'intersyndicale SGEN Cfdt, CGT Educ'Action, FO, SNALC, FSU, UNSA Education, Sud Education, UNEF, UNL, UNL-SD appelle les personnels à la grève le 12 novembre contre le projet de budget 2019 de l'Éducation nationale. Une manifestation départementale est organisée à Caen à 10 heures 30, Place du théâtre à Caen en direction du Rectorat.



BASSE-NORMANDIE



Le gouvernement a prévu la suppression de 4 500 emplois de fonctionnaires d'État : 40% de cette baisse est supportée par la seule Éducation nationale.

Ces suppressions de poste sont décidées « en même temps » que le ministre présente son projet de loi pour « l'école de la confiance ». La fin de la priorité budgétaire conjuguée aux changements de pieds incessants de politique éducative, au mode de pilotage vertical et aux mises en cause des résultats de l'école sont vécus comme une absence de reconnaissance et une remise en cause du travail des personnels. Les actes et les mots ont du sens. Le ministre ne peut se prévaloir d'un objectif d'augmentation générale du niveau des élèves et de justice sociale, sans nous en donner les moyens.



Le projet de loi de finances 2019 marque ainsi la fin de la priorité accordée à l'Éducation nationale en poursuivant la logique de suppressions de postes, une logique appelée à s'amplifier dans les prochaines années pour atteindre les 50 000 suppressions annoncées de fonctionnaires de l'État.

Avec :

- le redéploiement dans le primaire qui ne suffit pas au dédoublement CP et CE1 en éducation prioritaire dans le contexte d'un sous-investissement chronique,
- les 2650 suppressions de postes d'enseignant-es dans le second degré qui vont toucher les collèges et les voies générales, technologiques et professionnelles des lycées,
- et les 400 suppressions de postes de personnels administratifs après les 200 de l'an passé,

les conditions d'apprentissage pour les élèves, et de travail pour les personnels, se dégraderont dès la rentrée prochaine. Pendant le même temps, l'administration du système, pour les élèves et leurs familles, comme pour la gestion des personnels sera mise en grande difficulté.

Ce budget ne porte pas une politique éducative ambitieuse. L'Intersyndicale appelle les personnels à exprimer leurs inquiétudes pour l'avenir du service public d'éducation comme leur refus d'un budget qui ne porte pas une politique éducative ambitieuse.

La réforme Blanquer, en particulier celle du lycée, sera lourde de conséquences. L'accès aux offres de formation sera très différent selon les lycées et donc les territoires. De même, c'est une véritable machine à supprimer des postes, et à diminuer l'encadrement des élèves.

La régionalisation de l'ONISEP et la fermeture programmée des CIO va éloigner les familles de l'accès au service public d'orientation et ouvrir la voie à des officines privées sur un sujet éminemment anxiogène.

L'Intersyndicale appelle l'ensemble des personnels à se mettre en grève et à participer à la manifestation départementale prévue le 12 novembre à Caen à 10 heures 30 Place du Théâtre en direction du Rectorat pour demander au gouvernement un autre budget pour l'enseignement scolaire public et une politique éducative animée par le principe de démocratisation.

